



Il est paradoxal d'évoquer l'utilité, la valeur de la désobéissance pour la vie politique, pour le progrès de la justice. La désobéissance est en effet une conduite négative : en refusant de se comporter conformément à la loi, elle porte atteinte à la vie collective, elle introduit de la division, de la méfiance. On lutte contre la désobéissance qui fragilise notre vie politique. En quel sens lui reconnaître une valeur ?

La désobéissance la plus commune est provoquée par l'égoïsme d'un individu qui préfère son intérêt au bien commun, par exemple il préfère garder son argent que de payer ses impôts pour que puisse exister des services publics.

Pour Freud, la désobéissance montre que l'homme continue à désirer et à agir comme s'il était seul, comme s'il ne devait tenir compte de personne, en suivant ses impulsions. Désobéir comme rejet de l'autorité, par réaction primitive, irréfléchie. Cela présente un grand danger pour la société qui doit toujours trouver de nouveaux moyens pour atténuer ce reste de « sauvagerie ». La morale et la loi, dans la mesure où elles cherchent à éduquer les hommes, luttent contre cette attitude destructrice, autant que possible. On peut voir dans la désobéissance un comportement individualiste, c'est-à-dire une recherche d'intérêt personnel ou de jouissance pulsionnelle sans souci d'évaluer les conséquences que cela pourra avoir sur la vie commune, sur l'organisation sociale.

Mais Freud évoque aussi une désobéissance réactionnelle à l'injustice, désireuse de réparer les accroc faits par des décisions politiques au tissu social. Quand la loi se permet l'injustice, la désobéissance lui rappelle que chacun n'est tenu à l'obéissance que dans la mesure où elle est utile, légitime et partagée.

Mais établissons d'abord un fait. Parler d'une loi injuste est-ce toujours exprimer une position particulière, idéologiquement partisane ou légèrement puérile dans son désir de se défaire de l'autorité ? Ou bien est-ce reconnaître un fait social et politique objectif ? Telle était la question posée par Thomas D'Aquin : quels critères objectifs nous permettent-ils de reconnaître une loi injuste ? Il recense 3 sortes de lois injustes : celle qui manifeste un abus de pouvoir, ou qui est faite par quelqu'un qui n'en a pas le droit, ou encore celle qui demande un effort à quelques uns seulement.



Pour faire progresser la justice la désobéissance serait donc nécessaire : elle vient mettre en évidence que la restriction de liberté induite par la loi doit être justifiée ou refusée. Elle donne à discuter dans la société sur la légitimité de la conduite choisie. La désobéissance civile s'appuie sur cette analyse : désobéissons pour rejouer le contrat social et le consentement à la loi sur des valeurs communes.



Ces deux auteurs nous permettent de faire une distinction importante : la désobéissance est de plusieurs natures. Il existe une désobéissance civile c'est-à-dire revendicatrice de liberté et de justice. Il est possible de désobéir pour la bonne cause, pour faire naître une réaction salutaire, une réforme des institutions, un changement de la loi.